

maladie mortelle par l'invocation de Gérard, a écrit en italien la vie de cet homme de charité. Traduit déjà en plusieurs langues, cet ouvrage paraîtra en français et en flamand dès que les ressources nécessaires pour en faire les frais le permettront.

## NOUVELLES POLITIQUES.

## ANGLETERRE.

—M. Lane Fox, ce fanatique adversaire des catholiques irlandais, a déclaré à la chambre des communes, qu'il ferait, après la Pentecôte, une motion ainsi conçue : "Il est incompatible avec les principes de la réformation que des catholiques romains puissent siéger au parlement."

Les rires qui ont accueilli la déclaration de M. Fox annoncent assez le succès qu'obtiendra sa proposition.

## IRLANDE.

—O'Connell continue son système d'agitation pacifique. Il interdit à ses partisans toutes les manifestations qui pourraient provoquer l'emploi d'une répression violente. Le gouvernement dirige de nombreux corps de troupes sur l'Irlande. Chaque jour de nouveaux escadrons, de nouvelles batteries arrivent à Dublin, où personne ne sera dispensé de loger des soldats.

—Voici le plan de conduite que l'on attribue à O'Connell, et qui est conforme au surplus aux paroles prononcées par lui dans différents meetings : L'Irlande sera divisée en trois cents districts électoraux qui nommeront chacun un député. Ces trois cents mandataires, convoqués par O'Connell, s'assembleront à Dublin, non pour faire des lois, mais pour les proposer. Le premier acte du parlement irlandais sera de réviser une loi ayant pour objet d'établir la séparation administrative et législative de l'Angleterre et de l'Irlande, tout en maintenant l'union politique des deux pays, comme aussi de régler les rapports ultérieurs entre les deux législatures. Ce projet de loi, émané des représentants immédiats et directs de l'Irlande, appuyé par des pétitions revêtues de plusieurs millions de signatures, sera présenté au parlement britannique avec toute l'autorité de l'assentiment national. En attendant la décision, les communes irlandaises resteront en permanence ; le courage du peuple fera le reste.

—La plus grande activité est mise à Londres à envoyer des troupes, des armes et des munitions en Irlande. Dans cinq jours, 25,000 armes à feu sont sortis des arsenaux de la Tour et de Woolwich. Le *Clycope*, a quitté Woolwich chargé d'armes et de tentes pour les troupes. D'autres bateaux à vapeur s'approprient pour le même service.

—D'après une lettre d'un officier anglais, la misère est si grande en Irlande, que bien des familles n'ont jamais goûté de viande depuis qu'elles ont vu le jour ; il est des prêtres catholiques si pauvres, qu'ils n'ont pas le moyen de porter de bas, même en hiver. La situation actuelle de cette province, ajoute l'auteur de la lettre, est des plus graves, ses griefs sont sérieux, et trop de membres du Parlement se font illusion à cet égard.

## ESPAGNE.

—Pendant qu'au mot magique de révocation de l'Union, les enfants de l'Irlande se groupent par centaines de mille autour du grand agitateur O'Connell, et que, pour se venger de ses terribles sarcasmes, Peel et Wellington se flattent, en le révoquant de ses fonctions de maire de Dublin, de lui enlever une influence qu'ils décupleront infailliblement par cette brutale mesure ; — l'Espagne subit une crise, dont les effets, nés d'une cause différente, se trahissent par d'autres symptômes, et dont on ne saurait encore, à raison de l'étrange complication des choses, prévoir le dénouement.

En effet, à voir, d'après les divers journaux de Madrid, l'attitude des cortès, il y a, entre le Sénat et le Régent, entre le Ministère tombé et celui qui lui succède, plus qu'un malentendu, plus qu'un désaccord ; il y a scission complète. Espartero oserait-il, à son tour, risquer les chances d'un 18 brumaire ? Nous ne le pensons pas ; il n'a pour cela ni assez de génie, ni assez d'habileté, bien que l'ambition ou l'audace ne lui fissent pas défaut, de pareilles tentatives ne se font pas deux fois, et la parodie en est plus facile que l'imitation. Que fera-t-il donc ? Viendra-t-il affronter les colères de la chambre des représentants, ou cédera-t-il à ses exigences en s'inclinant humblement devant son *velo* ? Les uns disent qu'il veut abdiquer la régence dont le fardeau lui pèse ; d'autres démentent cette assertion qui, dans les circonstances actuelles, n'est pas sans vraisemblance.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le chef du nouveau cabinet, M. Gomez Becerra, a annoncé hautement à la tribune la suspension provisoire des chambres, en attendant qu'arrive la dissolution. Cette nouvelle, déjà présentée par l'opinion générale, a irrité le Sénat et doublé l'exaspération des deux esprits ; des menaces et des voies de fait, dont les ministres eux-mêmes ont failli être victimes, ont répondu, dans Madrid, à ce prélude de coup d'état. Toutefois, grâce à la milice nationale, le calme a paru succéder peu à peu à l'effervescence ; et, pour apaiser les mécontents et se créer un peu de popularité, le Ministère actuel, ne faisant en quelque sorte qu'exécuter le programme de son devancier, vient d'ordonner la restitution des trois millions dont avait été grevée la ville de Barcelone à la suite de son insurrection, et de publier une circulaire qui renferme la promesse d'une amnistie générale. Peut-être ces concessions amèneront-elles un heureux résultat ; car, au dire d'un vieux proverbe, on prend plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre.

Dans sa réponse à l'Adresse du Sénat, Espartero a protesté de son dévouement à la prospérité du pays et à la royauté d'Isabelle, qu'il couvrira de son égide jusqu'à l'époque de sa majorité, c'est-à-dire, jusqu'au 10 octobre 1844.

"Je n'aurai pas, a-t-il dit en finissant, d'autre intérêt que la gloire de ma patrie." Puisse la déclaration du Régent être sincère, et les plaies de la pauvre Espagne se cicatriser enfin !

—Les correspondances de Madrid, du 27 mai, apprenant que tout a été remis en question par l'avènement du nouveau cabinet. Chaque jour, on voit des officiers supérieurs de la garde nationale et des employés des diverses administrations donner leur démission pour n'avoir rien de commun avec le ministère.

—On lit dans le *Castellano* du 27 : Le trésor est épuisé ; le ministère supprime des contributions, il ne recouvrera pas celles qui restent, et cependant le ministère s'engage à pourvoir à tous les besoins administratifs. Comment fera-t-il ce miracle ? Tout le monde le sait : en empruntant à l'Angleterre, au mépris de l'art. 74 de la Constitution, mais la chère alliée ne perd jamais ses avances : elle ne demande pas mieux que de devenir notre créancière, sauf à prendre dans la suite une hypothèque forcée sur nos colonies.

—La junte insurrectionnelle de Grenade vient d'adresser au peuple la proclamation suivante, en date du 27 mai : Grenade se déclare indépendante du gouvernement de Madrid, aussi longtemps qu'il ne sera point constitué d'après les règles parlementaires, et n'aura point accepté pour base le programme politique de la chambre des députés. La commission provisoire et les autorités gouverneront et administreront la province conformément aux règles constitutionnelles et au nom de S. M. la reine Isabelle II.

—En Espagne, la fermentation, loin de s'amortir, semble s'accroître davantage en s'étendant. Le Régent, qui s'apprêtait à parcourir en tous sens les provinces, avec des troupes dévouées, ne sait, à ce qu'il paraît, comment s'y prendre pour exécuter cette promenade militaire : il avait, dit-on le projet d'emmener avec lui la jeune reine et sa sœur ; mais il hésite à cet égard devant la crainte qu'on ne se relâche, en son absence, de la surveillance dont on les entoure pour empêcher que la vérité ne parvienne jusqu'à elles. Du reste, l'accueil fait à Zurbano par la population de Barcelone qui, sous les yeux de ses soldats en armes, a jeté un à un, tous ses effets à la mer, n'est pas de nature à beaucoup enhardir le Régent dans ses pérégrinations ; et les cris de mort, à *bas Zurbano ! à bas Espartero !* doivent lui faire pressentir que le maître ne sera guère traité plus favorablement que le valet.

—La presse de Madrid reflète l'anxiété publique ; elle signale les nombreuses mesures militaires qui sont prises pour comprimer les démonstrations des provinces, et annonce que l'on voit des courriers, allant et venant se succéder avec la plus grande rapidité.

—La municipalité de Barcelone a adressé aux habitants de cette ville une proclamation où elle déclare qu'elle est décidée à soutenir et à n'abandonner jamais les droits des citoyens, la tranquillité et l'ordre public.

## HONGRIE.

—C'est le 20 mai que l'empereur d'Autriche a ouvert la diète de Hongrie par un discours latin. Plusieurs propositions importantes s'y trouvent énoncées. On remarque surtout celle qui tend à autoriser les sujets non nobles à acquérir des propriétés foncières, et celle qui a trait à la position respectivo des divers cultes.

Toutes deux s'attaquent aux parties les plus sensibles de la constitution actuelle ; toutes deux sont de nature libérale, et c'est le gouvernement autrichien qui les propose. C'est qu'en effet la noblesse modjare, gênant, par l'énormité de ses prérogatives, et l'action royale et la liberté populaire, se trouve attaquée avec juste raison des deux côtés.

## ILES SANDWICH.

*Sir Robert Peel et lord Paulet.*—Nous avons oublié de constater que la nouvelle de la prise des îles Sandwich par lord Paulet était arrivée à Londres par la voie des États-Unis, et que sir Robert Peel, interpellé sur cette affaire dans le parlement, avait déclaré qu'il n'était parvenu au gouvernement aucune information officielle ; que d'ailleurs, il ignorait compétement pour quels motifs le capitaine du *Carysford* pouvait s'être emparé des îles Sandwich. Cette déclaration décharge le cabinet de Saint-James de toute complicité dans cette honteuse usurpation, et nous aimons à espérer qu'il en repoussera complètement la responsabilité en punissant le coupable et faisant réparation à la victime.

## ILES MARQUISES.

*Iles Marquises.*—On remarque les détails suivants dans une lettre écrite par un Français de Valparaiso, sur la dernière escarmouche qui s'est engagée aux îles Marquises, entre la garnison et les sauvages :

"La corvette anglaise *Carysford*, dans sa traversée de Valparaiso à la côte du Mexique, se détourna de sa route pour toucher aux îles Marquises et y visiter nos établissements ; peu de jours après son arrivée sur rade de Mahi-Taou, où se trouve le fort Duquesne, chef-lieu du groupe sud-est des Marquises, une mésintelligence qui existait depuis quelque temps entre le commandant des troupes françaises et un chef canak, prit tout-à-coup de l'aigreur, et l'audace de ce dernier en vint au point de déclarer qu'il préférerait la guerre à la soumission. Une pareille conduite ne pouvait rester sans châtiement, sous peine de priver l'autorité française du prestige qu'elle doit à tout prix conserver. Le chef canak avait choisi la guerre, le commandant français dut l'accepter, et profiter de cette occasion pour apprendre, par une terrible leçon, à ces gens égarés et coupables, ce que c'est que la guerre et combien de victimes elle fait.

"M. Hallez se mit à la tête de quelques troupes et marcha contre la fou-